

La Francophonie canadienne

Gratien Allaire, *La Francophonie canadienne. Portraits.*
Québec et Sudbury, CIDEF-AFI et Prise de parole, 1999, 224 p.

Michel Bock

Number 109, Winter 2000–2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/41559ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bock, M. (2000). Review of [La Francophonie canadienne / Gratien Allaire, *La Francophonie canadienne. Portraits.* Québec et Sudbury, CIDEF-AFI et Prise de parole, 1999, 224 p.] *Liaison*, (109), 46–47.

La Francophonie canadienne

Michel Bock



Gratien Allaire,
*La Francophonie
canadienne. Portraits.*
Québec et Sudbury,
CIDEF-AFI et Prise
de parole, 1999, 224 p.

La Francophonie canadienne de Gratien Allaire est un livre sans prétention qui cherche à rendre compte aux profanes des grandes lignes de l'évolution historique et démographique de l'ensemble des communautés de langue française du Canada. Destiné à un public international, mais en particulier aux étudiants et aux journalistes, cet ouvrage s'insère dans la collection « Francophonies » qui, à l'occasion de l'Année francophone internationale, se propose de faire connaître les populations d'Amérique et d'Europe (hormis celles de l'Europe occidentale) qui ont en partage la langue française.

En six chapitres, Gratien Allaire nous propose une visite guidée de la « francophonie canadienne », de l'Acadie aux « communautés francophones du pourtour »¹, en passant par le Québec, l'Ontario et les provinces des Prairies. Chaque chapitre s'ouvre sur une description géographique, démographique et économique d'une des grandes régions de la francophonie canadienne, à laquelle s'ajoute un résumé historique de la présence française des premiers explorateurs qui ont sillonné le continent nord-américain aux dix-septième et dix-huitième siècles à l'arrivée des premiers colons français et canadiens-français².

Le chapitre portant spécifiquement sur le Québec rappelle les événements marquants de l'histoire de la province (qui se confond plus souvent qu'autrement avec celle du Canada et du Canada français). La Conquête (1760), les débuts de l'ère parlementaire (1791), l'Union des deux Canadas (1841) et la Confédération (1867) représentent autant d'événements ayant contribué à la mise en

minorité des Canadiens-Français. Cette situation de précarité, conjuguée avec la marginalisation des Acadiens et des Canadiens-Français dans les Maritimes, dans les nouvelles provinces de l'Ouest et en Ontario contribue à l'essor du mouvement nationaliste incarné au début du siècle par Henri Bourassa. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale — et à plus forte raison pendant la Révolution tranquille des années soixante — le discours nationaliste subira une transformation importante en se repliant exclusivement sur le Québec, en se vidant de son contenu religieux et en donnant naissance au mouvement indépendantiste québécois contemporain.

L'auteur discute également des raisons, essentiellement économiques, qui, au dix-neuvième siècle et au début du vingtième, ont poussé des milliers de Canadiens-Français à quitter le Québec et à jeter les bases démographiques et institutionnelles des communautés françaises minoritaires. En reproduisant les principales institutions du Québec (la paroisse, l'école, etc.), les minorités françaises s'assuraient, vis-à-vis de la province-mère, d'une continuité culturelle qui, sommes-nous tenté d'ajouter, allait renforcer pendant un siècle le sentiment d'appartenance au *Canada français*. L'auteur évoque les nombreuses injustices subies par les communautés françaises hors Québec sous les régimes anglais et confédéral, qu'il s'agisse de la Déportation des Acadiens ou encore des lois scolaires anti-catholiques et anti-françaises adoptées par plusieurs gouvernements provinciaux depuis 1867. La situation des minorités s'améliore considérablement durant les années soixante, alors



Les pères de la confédération. Archives nationales du Canada.
Source: Notman Photographic Archives] Conférence de Québec, 1864



Henri Bourassa. Photo : Le Devoir

que certaines provinces, dans la foulée des recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et de la loi fédérale sur les langues officielles, tentent de redresser quelques-unes des injustices du passé. Les défis que doivent toujours relever les minorités sont évoqués en dernier lieu, par exemple les crises financières que traverse actuellement leur réseau institutionnel, toujours incomplet, ainsi que le problème de l'acculturation qui se pose avec acuité depuis l'urbanisation massive des minorités au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Chacun des chapitres est ponctué d'une liste des nombreuses institutions sociales, culturelles et médiatiques que possèdent les communautés françaises du pays.

Bien entendu, les relations entre le Québec et les communautés minoritaires retiennent, comme il se doit, l'attention de l'auteur. De solidaires qu'elles étaient, elles finissent par s'effriter au lendemain de la Révolution tranquille et de la « québéçisation », pour ainsi dire, du discours nationaliste. « Il y a [présentement] deux sociétés de langue française au Canada : l'une québécoise et centrée sur ses propres difficultés relatives au maintien de la langue française, à ses droits constitutionnels, à son développement économique, à l'expression révolutionnaire de certains éléments... l'autre francophone hors Québec, constituée d'un ensemble de communautés francophones cherchant à s'exprimer d'une voix différente du Québec » (p. 99). Voilà qui explique sans doute le soin avec lequel l'auteur évite le terme « Canada français » en identifiant les communautés « francophones » du pays. L'utilisation du concept de « francophonie canadienne », plus réducteur, permet, en effet, d'éviter toute polémique sur l'appartenance « nationale » de ces communautés. Il s'agit d'un problème sémantique

important : le terme « Canada français » renvoie à une entité historique, à une communauté de langue et de culture, à un peuple, d'aucuns diraient même à une nation, tout compte fait. Manifestement, l'auteur hésite à qualifier de « nation » cette « francophonie canadienne », même lorsque la discussion porte sur la longue période précédant le grand schisme de la Révolution tranquille. Pourtant, il n'éprouve aucune difficulté à décerner ce titre au Québec (p. 94-95), voire aux Métis (p. 150, 152). « Au-delà de la langue, précise-t-il, les points de convergence [entre les communautés « francophones »] sont plus flous et encore mal définis » (p. 13). La remarque est fort révélatrice. En effet, l'on optera soit pour le concept de « francophonie canadienne », soit pour celui de « Canada français », selon que l'on est disposé à croire ou non que les liens entre les communautés se résument à une simple question d'expression linguistique. Or, serait-ce s'exposer que d'affirmer l'existence d'un lien plus rassembleur, et ce en dépit de certaines ruptures, fussent-elles parfois profondes ?

Malgré ces quelques réserves, cet ouvrage, d'une lecture facile et agréable, constitue un bon bilan historique et permettra aux non-initiés d'effectuer un survol rapide mais intelligible de l'évolution des communautés françaises du pays. ●

¹C'est-à-dire la Colombie-Britannique, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, Terre-Neuve et le Labrador.

²Notons que le premier chapitre donne une vue d'ensemble de l'évolution des communautés depuis le début du régime confédératif en 1867.

Michel Bock, diplômé en histoire, s'intéresse particulièrement à la société canadienne-française.